



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**AGENCE  
NATIONALE  
DE LA COHÉSION  
DES TERRITOIRES**

# Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)

**POUVOIR ADJUDICATEUR :**

**Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT)**

20 avenue de Ségur, TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX7

Représenté par son Directeur général ou son représentant dûment habilité

**OBJET DU MARCHÉ :**

**Développement et infogérance du site internet EUSALP et des applications associées**

**PROCEDURE :**

**Procédure adaptée**

**(Article R2123-1-1° du code de la commande publique)**

# SOMMAIRE

---

.....	1
<b>ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....</b>	<b>4</b>
2.2 PIÈCE GÉNÉRALE .....	4
<b>ARTICLE 3 FORME ET DURÉE DU MARCHÉ.....</b>	<b>4</b>
3.1 FORME DU MARCHÉ .....	4
3.2 DURÉE DU MARCHÉ.....	5
3.3 RECONDUCTION DU MARCHÉ.....	5
3.4 PRESTATIONS SIMILAIRES.....	5
3.5 CLAUSE DE REEXAMEN .....	5
3.6 PRESTATIONS PONCTUELLES SUR DEVIS .....	5
<b>ARTICLE 4 BON DE COMMANDE .....</b>	<b>5</b>
4.1 TRANSMISSION DES BONS DE COMMANDE .....	5
4.2 CONTENU DES BONS DE COMMANDE .....	6
4.3 DÉLAI D'OBSERVATION DU TITULAIRE SUR LES BONS DE COMMANDE .....	6
<b>ARTICLE 5 MISE EN ŒUVRE DES PRESTATIONS.....</b>	<b>6</b>
5.1 CONNAISSANCE DES LIEUX ET DES CONDITIONS D'EXECUTION.....	6
5.2 FORME DES NOTIFICATIONS.....	6
5.3 DÉLAIS.....	7
5.4 CONDUITE DES PRESTATIONS PAR UNE PERSONNE NOMMÉMENT DESIGNÉE .....	7
5.5 QUALITÉ DES DOCUMENTS/LIVRABLES .....	7
<b>ARTICLE 6 VÉRIFICATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS ET PÉRIODE DE GARANTIE .....</b>	<b>8</b>
6.1 VÉRIFICATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	8
6.2 PÉRIODE DE GARANTIE .....	9
<b>ARTICLE 7 OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉS DU TITULAIRE .....</b>	<b>10</b>
7.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	10
7.2 RESPONSABILITÉS DU TITULAIRE .....	12
<b>ARTICLE 10 CONTENU DES PRIX.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 11 VARIATION DANS LES PRIX .....</b>	<b>14</b>
11.1 MOIS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX .....	14
11.2 CHOIX DE L'INDICE DE RÉFÉRENCE .....	14

<b>11.3 MODALITES DE REVISION DES PRIX.....</b>	<b>14</b>
<b><u>ARTICLE 12 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE .....</u></b>	<b><u>15</u></b>
<b>12.1 AVANCE .....</b>	<b>15</b>
<b>12.2 RETENUE DE GARANTIE .....</b>	<b>16</b>
<b><u>ARTICLE 13 PENALITES .....</u></b>	<b><u>16</u></b>
<b>13.1 PENALITES DE RETARD.....</b>	<b>16</b>
<b>13.2 PENALITES DE MAUVAISE EXECUTION.....</b>	<b>16</b>
<b>13.3 PENALITES POUR INDISPONIBILITE .....</b>	<b>16</b>
<b>13.4 PENALITES POUR NON QUALITE .....</b>	<b>17</b>
<b>13.5. – AUTRES PENALITES .....</b>	<b>17</b>
<b><u>ARTICLE 14 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES ET MODALITES DE FACTURATION .....</u></b>	<b><u>17</u></b>
<b><u>ARTICLE 15 DOCUMENTS A PRODUIRE PENDANT L’EXECUTION DU MARCHE .....</u></b>	<b><u>18</u></b>
<b>15.1 DOCUMENTS FISCAUX ET SOCIAUX .....</b>	<b>18</b>
<b>15.2 LISTE NOMINATIVE DES SALARIES ETRANGERS .....</b>	<b>19</b>
<b>15.3 MODIFICATIONS DANS LA STRUCTURE DU TITULAIRE .....</b>	<b>20</b>
<b>15.4 ASSURANCE .....</b>	<b>20</b>
<b>15.5 DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE .....</b>	<b>20</b>
<b><u>ARTICLE 16 RESILIATION.....</u></b>	<b><u>21</u></b>
<b>16.1 DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>21</b>
<b>16.2 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUE DU TITULAIRE.....</b>	<b>21</b>
<b><u>ARTICLE 17 INTERPRETATION / DROIT APPLICABLE .....</u></b>	<b><u>21</u></b>
<b><u>ARTICLE 18 LANGUE APPLICABLE AU MARCHE .....</u></b>	<b><u>21</u></b>
<b><u>ARTICLE 19 TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE .....</u></b>	<b><u>22</u></b>
<b><u>ARTICLE 20 DEROGATIONS AU CCAG .....</u></b>	<b><u>22</u></b>

## **ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) s'appliquent à l'ensemble des prestations relatives au développement et à l'infogérance du site internet EUSALP et des applications associées.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le CCTP.

## **ARTICLE 2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante et par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-T.I.C.

### ***2.1 Pièces Particulières***

Les pièces particulières sont les suivantes :

- L'acte d'Engagement (A.E) et son annexe 1 : le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P), dont l'exemplaire original conservé par l'ANCT fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P), dont l'exemplaire original conservé par l'ANCT fait seul foi ;
- Les avenants du marché, le cas échéant ;
- Le mémoire technique du titulaire dont les dispositions ne pourront être opposables qu'au seul titulaire ;
- Les bons de commande émis lors de l'exécution du marché.

### ***2.2 Pièce Générale***

Les pièces générales sont les suivantes :

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Techniques de l'Information et de la Communication (C.C.A.G.), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les normes et réglementations en vigueur à la date de notification.

Ces pièces générales, bien que non jointes aux autres pièces constitutives du marché, sont réputées connues du titulaire.

Au-delà des mesures définies dans cette pièce générale, le titulaire s'engage, dans l'exécution de sa mission, à respecter tous les textes législatifs, réglementaires et conventionnels en vigueur.

## **ARTICLE 3 FORME ET DUREE DU MARCHÉ**

### ***3.1 Forme du marché***

Le présent marché est un marché à prix mixte comportant :

- Des prestations traitées à prix forfaitaires telles que décrites au CCTP ;
- Des prestations traitées à prix unitaires conformément aux articles R 2162-2 et suivants du Code de la commande publique telles que décrites au CCTP et au BPU.

Les prestations à prix unitaires s'exécuteront à la survenance des besoins dans les limites suivantes :

- Montant minimum sur la durée du marché : **Sans**
- Montant maximum sur la période ferme (jusqu'en septembre 2022) : **5 000 € HT**
- Montant maximum sur la deuxième année d'exécution (jusqu'en septembre 2023) : **5 000 € HT**

Les modalités d'émission des bons de commande sont précisées à l'article 4 du présent CCAP.

Le marché n'est pas alloti car son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.  
La dévolution par lots rendrait techniquement difficile l'exécution des prestations.

### **3.2 Durée du marché**

Le marché est conclu pour une période ferme qui prend effet à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 septembre 2022.

Le marché est reconductible tacitement 1 fois pour une période courant du 1<sup>er</sup> octobre 2022 au 30 septembre 2023.

### **3.3 Reconduction du marché**

Sans objet.

### **3.4 Prestations similaires**

L'ANCT se réserve la possibilité de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalable, dans les situations décrites à l'article R2122-7 du Code de la Commande publique pour la réalisation de prestations similaires.

### **3.5 Clause de réexamen**

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, l'ANCT se réserve la possibilité de modifier les articles relatifs au nombre d'UO du bordereau des prix unitaires, au déroulé des étapes de développement ou encore à la structure des prestations de maintenance.

L'acceptation du devis sera formalisée par voie d'avenant.

### **3.6 Prestations ponctuelles sur devis**

En fonction des besoins, l'ANCT peut demander au titulaire du présent marché la réalisation de prestations ponctuelles, après que le titulaire ait établi un devis basé sur les prix indiqués dans le BPU.

Ces prestations s'exécutent sur bons de commande après acceptation du devis par l'ANCT, avec confirmation des délais de réalisation.

## **ARTICLE 4 BON DE COMMANDE**

L'exécution des prestations à prix unitaires du présent marché, est subordonnée à un bon de commande préalable et régulier émis par l'ANCT, signé par un représentant habilité.

### **4.1 Transmission des bons de commande**

Les bons de commande seront transmis par courriel.

Dans les cas d'urgence, la demande d'intervention peut être faite par tous moyens de transmission possible (téléphone, courriel...) et le titulaire est tenu d'y répondre. Un bon de commande de régularisation sera alors adressé ultérieurement au titulaire.

L'ANCT se garde la possibilité d'annuler par courriel toute commande n'ayant pas encore été exécutée.

L'ANCT mettra tout en œuvre pour que l'annulation intervienne dans un délai raisonnable avant la date de commencement d'exécution des prestations.

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur pourra modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. Le pouvoir adjudicateur émet alors un bon de commande rectificatif comportant les mentions visées à l'article 4.2 ci-dessous rectifiées.

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur peut en suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnisation de la part du pouvoir adjudicateur.

A l'expiration de cette durée, le pouvoir adjudicateur peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, émettre dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif.

La modification, l'annulation ou la suspension d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est informé que s'il réalise une prestation sans avoir reçu préalablement un bon de commande conforme au formalisme décrit ci-dessus, il pourra se voir refuser le règlement de cette prestation (sauf cas d'urgence où le titulaire est saisi par téléphone).

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché sous réserve que leur exécution au-delà du terme du marché n'aboutisse pas à contourner l'obligation de remise en concurrence qui s'impose à tout pouvoir adjudicateur.

#### **4.2 Contenu des bons de commande**

Le titulaire du présent marché s'engage à exécuter les prestations sur toute demande de l'ANCT suivant le libellé du bon de commande qui précise :

- la nature des prestations à réaliser
- le délai d'exécution et/ou intervention
- le lieu d'exécution
- le montant de la commande eu égard au bordereau de prix unitaires

#### **4.3 Délai d'observation du titulaire sur les bons de commande**

Par dérogation à l'article 3.7.2 du C.C.A.G. – T.I.C., lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent à des observations de sa part, il doit les notifier au représentant de l'ANCT dans un délai de 7 jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observation de sa part.

### **ARTICLE 5 MISE EN OEUVRE DES PRESTATIONS**

#### **5.1 Connaissance des lieux et des conditions d'exécution**

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations. Il reconnaît notamment :

- Avoir pris pleine connaissance de tous les documents utiles à la réalisation du marché,
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution du marché et s'être parfaitement et totalement rendu compte de sa nature, de son importance et de ses particularités,
- Avoir contrôlé toutes les indications des documents du marché, notamment celles données par le présent C.C.A.P, le C.C.T.P, le bordereau de prix unitaires (B.P.U), s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes,
- S'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels auprès de l'ANCT.

#### **5.2 Forme des notifications**

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai est faite selon les cas :

- directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié contre récépissé (remise en main propre) ;
- par courrier (lettre recommandée avec accusé de réception) ;
- par échanges dématérialisés, transmission électronique (notamment mail, télécopie, moyen électronique) ou sur supports électroniques. Les modes de transmission utilisés doivent permettre de donner une date certaine de réception ;
- par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

### **5.3 Délais**

**Le titulaire devra se conformer à l'ensemble des délais d'exécution mentionnés dans le CCTP et dans les bons de commande le cas échéant.**

**Le délai de résolution** s'entend comme étant la période comprise entre la réception de la demande d'intervention selon les modalités fixées au CCTP et la clôture de l'incident par la personne en charge du suivi de l'exécution du marché.

Il appartiendra donc au titulaire de déployer tous les moyens, tout matériel, personnel et équipement nécessaires à leur résolution. Leur insuffisance ne pourra en aucun cas être invoquée pour permettre une prolongation dudit délai.

### **5.4 Conduite des prestations par une personne nommément désignée**

Le titulaire désigne nommément dans son offre une personne en charge de le représenter dans le cadre de l'exécution des prestations objets du marché.

Dans le cas où cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- En aviser, sans délai, l'ANCT et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer à l'ANCT un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai d'une semaine à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'ANCT, si celui-ci ne le refuse pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'ANCT refuse le remplaçant, le titulaire dispose d'une semaine pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par l'ANCT est motivée.

Les avis, propositions et décisions de l'ANCT sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.1 du C.C.A.G. T.I.C.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'ANCT, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 50 du C.C.A.G. T.I.C.

### **5.5 Qualité des documents/livrables**

Les documents fournis doivent être rédigés en langue anglaise et optionnellement française dans un style clair et accessible en vue de la diffusion la plus large possible, y compris dans la perspective d'une éventuelle publication. Le titulaire s'engage à effectuer une relecture attentive des documents, afin d'en éliminer les erreurs typographiques, syntaxiques et orthographiques.

Des demandes de modifications peuvent être faites en tant que de besoin avant la validation finale des documents. Le titulaire s'engage à faire ces modifications dans les délais fixés par l'ANCT. Seule la validation finale des documents vaut réception.

**6.1 Vérification de l'exécution des prestations**

La responsabilité technique du suivi et de la vérification de la réalisation des prestations est assurée par la présidence française de la SUERA accompagnée par le Bureau des systèmes d'information de l'ANCT.

Conformément aux articles 29 à 37 du CCAG/TIC, la phase de réalisation (mise en œuvre, tests unitaires et tests d'intégration) s'accompagne d'une activité de livraison et de tests du portail (recettes) avant sa mise en place en milieu opérationnel.

La phase de vérification se déroule en trois temps :

**1- Mise en ordre de marche (MOM) :**

L'ANCT valide la recette technique. Le titulaire dispose d'un mois à compter de la date de livraison pour effectuer la mise en ordre de marche. Le titulaire présente alors une date (procès-verbal) de MOM à l'ANCT.

Le titulaire livre les composants logiciels et les documentations nécessaires à la mise en ordre de marche sur la plate-forme de pré-production de l'hébergeur du l'ANCT. Ces documents permettent de valider la procédure d'installation qui sera exécutée pour l'installation du portail dans l'environnement de production.

L'hébergeur met en place la solution sur l'environnement de pré-production et l'ANCT vérifie le bon fonctionnement du portail sur cet environnement : pour cela il effectue une série de tests sur l'environnement de pré-production pour valider la conformité de la livraison avec les exigences contractuelles. Il s'agit notamment d'exécuter les tests de charge à partir des scénarii prévus à cet effet par le titulaire.

A l'issue de ces vérifications, soit l'ANCT signe la MOM, soit une réunion est organisée avec le titulaire pour permettre à l'ANCT d'exposer les raisons pour lesquelles :

- Il émet des réserves sur la MOM : dans ce cas, un calendrier de correction des anomalies est convenu entre les parties,
- Il refuse la MOM : dans ce cas, le titulaire dispose d'un délai maximal d'un mois pour représenter le logiciel corrigé pour réexécution des vérifications.

Une fois prononcée, la MOM marque le début de la vérification d'aptitude.

**2- La Vérification d'Aptitude (V.A) :**

La V.A intervient après la mise en ordre de marche. Elle a pour objet de constater que les prestations livrées présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans le CCAP et le CCTP.

Le titulaire assiste l'ANCT pendant cette phase de V.A (expertise sur l'utilisation, l'administration, la gestion, la qualification, la résolution des anomalies...) qui dure au maximum 1 mois. Elle inclut notamment les tests de charge.

Une réunion de bilan de la V.A rassemblant le titulaire et l'ANCT statue sur le bilan de la V.A.

Lors de cette réunion, l'ANCT peut prononcer les décisions suivantes, qui seront notifiées au titulaire :

- La réception
- La réception avec réfaction,
- L'ajournement avec vérification: dans ce cas, un calendrier des corrections des anomalies est convenu entre les parties ;
- Le rejet : dans ce cas, le titulaire dispose d'un délai maximal d'un mois pour représenter le logiciel corrigé pour rejouer la vérification d'aptitude.

Par dérogation aux articles 14.2, 33.2 et 34.4 du CCAG-TIC, si à l'issue de trois présentations consécutives de deux décisions de rejet de l'ANCT et que l'acceptation n'est toujours pas prononcée, l'ANCT peut appliquer une réfaction 5% H.T du montant dû des prestations de développement, de maintenance évolutive ou de maintenance adaptative ou de toute prestation exigeant l'application de cette procédure de vérification.



En cas de résultat positif des contrôles, et sous réserves de la livraison conforme des livrables contractuels, la vérification d'aptitude est prononcée permettant le déclenchement de la période de VSR.

A l'issue de la vérification d'aptitude, l'ANCT prend la décision du déploiement du portail dans l'environnement de production en service régulier.

### **3- La Vérification de Service Régulier (VSR) :**

La VSR a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues dans le CCAP et le CCTP.

La régularité du service s'observe pendant un mois, à partir du jour de la décision positive de V.A prise par l'ANCT.

Le service est réputé régulier si la durée cumulée, sur le mois, des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 2% de la durée d'utilisation effective qui s'étend de 8 heures à 18 heures, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

L'installation sur cet environnement est à la charge de l'hébergeur qui applique les consignes du titulaire.

Le titulaire apporte en tant que de besoin son assistance à l'hébergeur pour la réalisation de cette installation.

Le résultat conforme de ce contrôle marque le début de la période de VSR.

A l'issue de la période de VSR et sous réserve de sa conformité, la vérification de service régulier est prononcée par l'ANCT, permettant le début de la période de garantie.

### **6.2 Période de garantie**

Conformément à l'article 36 du CCAG-TIC, les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision de VSR.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixé par décision du pouvoir adjudicateur après consultation du titulaire.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par le pouvoir adjudicateur. Il peut en demander le règlement, s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Le titulaire garantit la conformité des logiciels standards aux spécifications prévues par le CCAP et le CCTP.

**Pendant la période de garantie, le titulaire prend en charge la maintenance corrective. Les exigences relatives à la mise en œuvre de cette activité sont décrites au CCTP.**

## **ARTICLE 7 OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DU TITULAIRE**

### **7.1 Obligations du titulaire**

#### **7.1.1 Obligations de confidentialité**

Les supports informatiques fournis par l'ANCT, et tous documents de quelque nature qu'ils soient restent la propriété de l'ANCT, d'EUSALP et de la présidence associée.

Les données contenues dans ces supports et documents, non déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché, sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles en ce qui concerne les données à caractère personnel afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

En complément de l'article 5 du C.C.A.G. – T.I.C. le titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, c'est-à-dire notamment à :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés sauf à ce que cela soit nécessaire à l'exécution des fonctions de son personnel ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles prévues par les attributions de son personnel et autres que celles spécifiées au présent marché ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes qu'aux personnels de sa société dûment autorisées, en raison de leurs fonctions, à en recevoir communication, qu'il s'agisse de personnes privées, publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des supports informatiques fournis par l'ANCT, et tous documents de quelque nature qu'ils soient, en cours d'exécution du marché ;
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché ;
- Ne pas contourner les procédures de sécurités établies, ne pas désactiver de la propre initiative de son personnel les mécanismes de traçabilité et ne pas porter atteinte à l'intégrité des fichiers de journalisations.

Et en fin de contrat à :

- Procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- Restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités convenues entre l'ANCT et le titulaire.

A ce titre, également, la société pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, et procéder à une cession de marché. Mais le sous-traitant ou nouveau titulaire devra respecter ces obligations. Les supports d'informations qui lui seront remis devront être traités sur le territoire français métropolitain.

L'ANCT se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées en ce qui concerne les données à caractère personnel, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

#### **7.1.2 Obligations informatique et libertés**

Le titulaire s'engage en application du cadre juridique précité à respecter et à faire respecter par son personnel et ses éventuels sous-traitants les grands principes « informatiques et libertés » édictés par la loi et notamment :

- Le principe de licéité et loyauté (art. 6-1° de la loi suscitée) : les données sont collectées et traitées de manière loyale et licite ;
- Le principe de limitation des finalités (art. 6-2° de la loi suscitée) : les données sont collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes et ne sont pas traitées ultérieurement de manière incompatible avec ces finalités c'est-à-dire au regard des prestations visées au présent marché ;
- Le principe de minimisation des données (art. 6-3° de la loi suscitée) : les données sont adéquates, pertinentes et non excessives au regard des finalités pour lesquelles elles sont collectées et de leurs traitements ultérieurs. Le titulaire et ses sous-traitants doivent, dès lors, être en mesure de justifier du caractère nécessaire des données à caractère personnel effectivement collectées ;
- Le principe d'exactitude (art. 6-4° de la loi suscitée) : les données sont exactes, complètes et, si nécessaire, mises à jour ; les mesures appropriées doivent être prises pour que les données inexactes ou incomplètes au regard des finalités pour lesquelles elles sont collectées ou traitées soient effacées ou rectifiées ;
- Le principe de conservation limitée (art. 6-5° de la loi suscitée) : les données sont conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée qui n'excède pas la durée nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont collectées et traitées.
- Le principe de sécurité et de confidentialité des données (article 34 de la loi suscitée et article 5.1.1 du présent document) : le responsable du traitement est astreint à une obligation de sécurité. Il doit notamment prendre les mesures nécessaires pour garantir la confidentialité des données qu'il a collecté via notamment des mesures de sécurité logiques et physiques afin d'éviter leur divulgation à des tiers non autorisés.

A ce titre, l'ANCT se réserve la possibilité :

- De procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire,
- De faire part de préconisations particulières pour la bonne application des textes.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à se conformer, à compter de son entrée en vigueur, au Règlement général de protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD).

Le titulaire s'engage à informer l'ANCT sans délais :

- De toute demande de la part d'une personne physique, impactée par le présent marché, d'accéder, de rectifier ou de s'opposer pour motif légitime, aux informations qui la concernent (art. 39 de la loi suscitée),
- De tout dépôt de plaintes notamment auprès de la CNIL de la part de toute personne physique impactée par le présent marché,
- De tout contrôle, mise en demeure ou sanctions de la CNIL vis-à-vis du titulaire ou d'un sous-traitant concernant le présent marché ou pouvant avoir un impact indirectement sur l'ANCT.
- De toute violation de données personnelles (art. 34 bis de la loi suscitée)

### **7.1.3 Obligation de résultat et qualité de service**

Le titulaire a une obligation de résultat dont la description est effectuée à l'article 4.4 du CCTP. Le titulaire s'engage à mener à bien sans aucune restriction ni réserve les prestations qui lui sont confiées. Le titulaire doit respecter les délais, les prix et la qualité de service requise.

Le titulaire transmet à l'ANCT à chaque comité de pilotage :

- Un tableau de bord comprenant les indicateurs de performance explicités ci-après :

Les indicateurs de performance permettant d'apprécier la qualité des prestations réalisées par le titulaire sont les suivants :

- 80% des demandes résolues dans les délais contractuels

- 20% des demandes résolues en moins de 5 jours ouvrés pour des anomalies non bloquantes
- 80% des livrables mis à jour et transmis dans les délais

Parallèlement, le titulaire doit trimestriellement, transmettre à l'ANCT, le suivi des prestations fournies avec le détail de la consommation des jours pour la partie de maintenance forfaitaires et séparément pour chaque bon de commande.

#### ***7.1.4 Mesures concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs***

Le titulaire doit appliquer la réglementation en vigueur.

#### ***7.1.5 Travailleurs étrangers***

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariale en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités.

#### ***7.1.6 Dispositions en cas d'arrêt de travail***

En cas d'arrêt de travail de son personnel, notamment en raison de maladies, grèves..., le titulaire sera tenu d'assurer les prestations commandées par l'ANCT.

#### ***7.1.7 Veille normative***

Le titulaire doit informer l'ANCT sur l'évolution de la réglementation liée à la prestation.

La veille normative doit permettre d'adapter en permanence les équipements et la prestation qui est liée en suivant l'évolution de la réglementation relative aux installations et équipements couverts par le contrat.

### ***7.2 Responsabilités du titulaire***

Le titulaire est seul responsable de l'organisation des prestations, de la discipline, du respect des consignes et de l'efficacité de son personnel.

Le titulaire assume, seul et entièrement, pendant la durée des prestations, l'entière responsabilité liée à l'exécution des prestations pour lesquelles il est engagé.

En conséquence, il est le seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement à son personnel ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant à l'ANCT ou à des tiers.

Le Titulaire s'engage à mettre à disposition de l'ANCT le personnel dont le profil, les compétences professionnelles et le savoir-faire constituent des conditions déterminantes de la bonne exécution des prestations. Pour la parfaite exécution des prestations, le titulaire fournira le personnel ayant la qualification requise pour chacune des prestations décrites.

La présence du personnel du Titulaire n'entraîne aucun transfert du lien de subordination, au sens de la terminologie employée en droit du travail.

Au titre de son obligation de conseil, le Titulaire s'oblige notamment à informer sans délai de l'ANCT de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations (problème technique, facturation, etc.).

## **ARTICLE 8 PROPRIETE INDUSTRIELLE DES RESULTATS**

Les documents communiqués par l'ANCT au titulaire du présent marché demeurent la propriété de l'administration. L'ANCT en conserve la propriété pleine et entière.

L'ANCT est propriétaire des codes sources associés aux développements effectués et des livrables remis dans le cadre du présent marché.

Par dérogation aux articles 43 à 46 du CCAG TIC, le titulaire cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats et sur tous les livrables remis dans le cadre du présent marché. Le titulaire accepte d'en transférer le droit de propriété à l'ANCT.

Dans le cadre du présent contrat le titulaire cède à l'ANCT, à titre exclusif, l'intégralité des droits patrimoniaux des droits d'auteurs ou des droits voisins des droits d'auteurs afférents aux résultats, même partiels, permettant à l'ANCT, ou à des tiers désignés par celui-ci, de les exploiter librement, pendant toute la durée légale de la propriété intellectuelle. Cette cession des droits couvre les résultats une fois divulgués, à compter de leur livraison sous condition de la réception des prestations.

Les « résultats » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui relèvent de l'exécution des prestations qui font l'objet du contrat.

Ces droits de propriété intellectuelle comprennent, dans le respect des droits d'auteur, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution et notamment les droits d'utiliser ou de faire utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats, même partiels, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés, par tout moyen, sous toutes formes et sous tous supports. L'ANCT s'engage à indiquer le nom du titulaire du marché.

Le prix de cette cession est compris dans le montant du marché.

Cette cession vaut pour la France et le monde entier, notamment en cas de publication sur Internet.

Le titulaire ne peut faire aucun usage, à titre gratuit ou onéreux, des résultats des prestations sans l'accord préalable écrit du pouvoir adjudicateur. La reproduction et/ou la représentation par le titulaire des résultats, même partiels, doivent recevoir l'accord préalable de l'ANCT. Cette demande d'autorisation se fait par courrier adressé au pouvoir adjudicateur de l'ANCT.

Toute publication doit obligatoirement mentionner le financement de l'ANCT et le titre du marché.

En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, le pouvoir adjudicateur demeure cessionnaire de l'ensemble des droits d'exploitations afférents aux résultats.

Pendant une période de deux ans, le titulaire du marché est tenu de fournir, sur la demande de l'ANCT, l'assistance indispensable à l'exercice des droits nécessaires à l'exploitation des résultats.

Le titulaire du marché doit notamment :

- remettre dans un délai maximum de deux mois à partir de la réception de la demande tous dessins, plans, documents, gabarits et maquettes, nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, ce délai pouvant être prolongé par le pouvoir adjudicateur, à la demande du titulaire du marché, pour les éléments qui ne sont pas en état d'être mis à la disposition sans travail complémentaire substantiel,
- assister par ses conseils techniques et le concours temporaire de son personnel spécialisé, ainsi que par la communication de tous procédés de fabrication et savoir-faire qui seraient nécessaires à l'utilisation des résultats

Les modalités techniques et financières d'exercice de cette assistance feront l'objet d'une prestation ponctuelle.

## **ARTICLE 9 GARANTIE DE REVENDICATION**

Le titulaire garantit qu'il possède les droits nécessaires pour réaliser les prestations et mettre à disposition ces droits à l'ANCT.

De même, si la personne publique est victime d'un trouble dans la jouissance ou dans la possession des prestations fournies, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à les faire cesser. Les mesures propres sont les suivantes, au choix du titulaire :

- soit de modifier ou remplacer les éléments en litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché,
- soit de faire en sorte que la personne publique puisse utiliser les éléments en litige sans limitation.

L'ANCT informe dans les meilleurs délais le titulaire de toute éventuelle réclamation, litige ou procès en contrefaçon de droit d'auteur qui pourraient être portés à sa connaissance concernant notamment les applications, les progiciels utilisés, les méthodes et les documentations fournies par le titulaire.

Le titulaire s'engage à faire toutes diligences, pour assurer sa défense, et permettre à l'ANCT pour le cas où celui-ci serait mis en cause, d'assurer la sienne, le titulaire prenant à sa charge l'intégralité des frais de procédure, ainsi que les honoraires de ses conseils et ceux de l'ANCT.

Le titulaire ne peut transiger sans l'accord écrit et préalable de l'ANCT en ce qui le concerne.

## **ARTICLE 10      CONTENU DES PRIX**

Les prestations à prix unitaires sont rémunérées par application des prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

Les prestations à prix forfaitaires sont rémunérées par application des prix indiqués dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et l'acte d'engagement.

Comme précisé à l'article 10.1.3 du C.C.A.G. T.I.C, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (dont les frais éventuels de déplacement et d'hébergement), les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

## **ARTICLE 11      VARIATION DANS LES PRIX**

Les prix du marché sont révisables dans les conditions fixées ci-après.

### ***11.1 Mois d'établissement des prix***

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0 de remise des offres.

### ***11.2 Choix de l'indice de référence***

L'indice de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des fournitures faisant l'objet du marché est l'indice Syntec.

### ***11.3 Modalités de révision des prix***

Les prix sont appliqués sans révision jusqu'à l'expiration de la période ferme d'exécution du marché. Ils seront ensuite révisés le 1<sup>er</sup> jour de l'année suivante, selon la formule ci-après :

$$P = P_o \left[ 0,15 + 0,85 \frac{I}{I_o} \right]$$

dans laquelle :

P                    =      prix révisé  
P<sub>o</sub>                  =      prix au mois d'établissement des prix.

$I, I_1, I_2, \dots, I_n$  = dernières valeurs connues des indices I au jour de la révision

$I_0, I_{1_0}, I_{2_0}, \dots, I_{n_0}$  = valeur de ces mêmes indices au mois d'établissement des prix.

Le titulaire fournira à l'ANCT le prix révisé ainsi que la formule de calcul détaillée ayant servi pour son établissement.

En cas de disparition de l'indice de révision des prix, un nouvel indice sera substitué par voie d'avenant.

## **ARTICLE 12 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **12.1 Avance**

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant forfaitaire du marché et/ou du bon de commande concerné est supérieur à 50 000,00 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

#### 12.1.1 Montant et conditions de versement

Le montant de cette avance est fixé à 5 % du montant initial TTC de la partie à prix forfaitaire et/ou du bon de commande concerné si sa durée est au plus égal à un an.

Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le versement de l'avance est conditionnée par la constitution d'une garantie à première demande du montant de l'avance (l'ANCT n'accepte pas son remplacement par une caution personnelle et solidaire).

- Lorsque le titulaire est un groupement solidaire, la garantie est fournie par le mandataire pour la totalité de l'avance.
- Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, chaque membre fournit une garantie correspondant à l'avance qui lui est consentie.
- Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire, il peut constituer la garantie à première demande pour la totalité de l'avance.

Le versement de l'avance interviendra dans un délai de 30 jours comptés à partir de la fourniture de la garantie à première demande.

#### 12.1.2 Modalités de remboursement

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de solde.

Il commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant T.T.C. des prestations qui lui sont confiées au titre de la partie forfaitaire et/ou du bon de commande concerné. Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant T.T.C. des prestations qui lui sont confiées au titre de la partie forfaitaire et/ou du bon de commande concerné.

L'avance sera résorbée selon la formule suivante :

Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des prestations - 65)/15

### 12.1.3 Avance aux sous-traitants

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre.

### **12.2 Retenue de garantie**

Il n'est pas prévu de retenue de garantie au titre du présent marché.

## **ARTICLE 13 PENALITES**

En cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'une prestation, le titulaire en avertit l'ANCT dans les plus brefs délais par un courrier ou un courriel motivé explicitant de manière détaillée la nature de ces difficultés.

### **13.1 Pénalités de retard**

Par dérogation de l'article 14 du CCAG-TIC, lorsque les délais contractuels prévus ne sont pas respectés par le titulaire et que ces retards ne relèvent pas du fait de l'ANCT ou de cas de force majeure, les pénalités appliquées sont de 50 € H.T par jour de retard ou de 10€/ heure pour les GTI/GTR.

### **13.2 Pénalités de mauvaise exécution**

Conformément à l'article 33 du CCAG-TIC, si après demande dûment motivée de l'ANCT, le résultat d'une prestation reste insatisfaisant car ne répondant pas aux attentes du pouvoir adjudicateur telles que définies dans les documents contractuels et dans les relevés de décisions issus des réunions entre l'ANCT et le titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de prononcer une refaction du prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire peut présenter ses observations.

### **13.3 Pénalités pour indisponibilité**

Conformément à l'article 14.2.3 du CCAG TIC, tout logiciel figurant au marché est tenu pour indisponible lorsque l'usage en est rendu impossible, en raison d'un défaut de fonctionnement constaté par le pouvoir adjudicateur. L'indisponibilité s'applique à la dernière version mise en œuvre par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage à rendre au pouvoir adjudicateur l'usage du logiciel défectueux, au terme d'un délai fixé à vingt-quatre heures décomptées, ou, à défaut, à lui mettre à disposition une solution aux fonctionnalités équivalentes.

En cas de constatation de nouveaux défauts sur le logiciel en cause, le titulaire est tenu d'y apporter de nouvelles corrections aux mêmes conditions.

Pendant ce délai, et jusqu'à ce que l'usage du logiciel redevienne possible, les matériels dont le pouvoir adjudicateur ne peut faire usage, par suite d'indisponibilité d'un logiciel, sont réputés indisponibles. Les pénalités sont alors calculées selon les modalités définies ci-après, par dérogation au dernier alinéa de l'article 14.2.6 du CCAG TIC.

La rémunération du droit d'utilisation des logiciels indisponibles est suspendue.

L'indisponibilité s'achève par la remise à disposition du pouvoir adjudicateur des éléments en état de marche. Toutefois, lorsque les éléments réparés sont à nouveau indisponibles, pour les mêmes causes, dans les huit heures d'utilisation après leur remise en état, la durée d'indisponibilité est décomptée à partir de la constatation de l'indisponibilité initiale.

Le titulaire est tenu de faire connaître au pouvoir adjudicateur la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède les seuils fixés ci-avant.



Par dérogation à l'article 14.2.6 du CCAG-TIC, les pénalités pour indisponibilités appliquées sont de 100€ par jours d'indisponibilité.

#### **13.4 Pénalités pour non qualité**

Par dérogation de l'article 14 du CCAG-TIC, si les conclusions apportées, à la suite d'un audit réalisé par un prestataire extérieur sur demande de l'ANCT portant sur les résultats du marché, sont négatives quant à la qualité des prestations réalisées par le titulaire, l'ANCT se réserve la possibilité d'appliquer une réfaction sur facture de 5% des prestations.

#### **13.5. – Autres pénalités**

Autres pénalités	Calcul de la pénalité	Indicateur
	Par obligation non respectée	
Documents fiscaux et sociaux	300 € par jour calendaire de retard	Constat de l'ANCT
Factures (30 jours maximum après réalisation des prestations)	50€ par jour calendaire de retard	Constat de l'ANCT
Liste nominative des salariés étrangers	300 € par jour calendaire de retard	Constat de l'ANCT
Manquement à la réglementation relative au travail dissimulé	200 euros par jour calendaire de retard, sans pouvoir excéder à la fois 10 % du montant du marché et 75.000,00 euros et/ou résiliation du marché sans indemnité et aux frais et risques du titulaire	Mise en demeure
Attestation d'assurance	300 € par jour calendaire de retard	Constat de l'ANCT
Sous-traitance occulte	8 000 € et/ou résiliation du marché sans indemnité et aux frais et risques du titulaire	Constat de l'ANCT
Engagement de confidentialité des personnels du titulaire et le cas échéant du sous-traitant	150 € par jour de retard et par document oublié d'être transmis	Simple constat
Non présentation d'une équipe dédiée équivalente (article 5.3 du présent CCAP)	150 € par obligation non respectée	Simple constat
Non-respect d'un engagement (condition d'exécution définie dans le CCTP, mémoire technique et BPU) autre que défini spécifiquement dans les présentes pénalités	150 € par obligation non respectée	Simple constat

### **ARTICLE 14 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES ET MODALITES DE FACTURATION**

#### **Prestations forfaitaires :**

Les prestations forfaitaires font l'objet d'une facture à terme échu à la fin de chaque mois.

#### **Prestations à prix unitaires :**

Le titulaire veillera à transmettre à l'ANCT les factures établies sur la base du bon de commande correspondant dans un délai de 30 jours à compter de la réalisation effective des prestations et après l'admission des prestations en application du marché. L'exemplaire du bon de commande annoté « à joindre à la facture » devra obligatoirement accompagner ladite facture.

Le paiement est effectué sur présentation de la facture émise par le titulaire et après attestation du service fait par la personne publique.

Les factures afférentes au paiement sont établies en un original et portent les mentions suivantes :

- la désignation des parties contractantes (nom, adresse et adresse électronique)
- le numéro CHORUS du marché et intitulé de l'accord-cadre
- la date et la référence de la facture
- les prestations facturées avec les montants H.T et TTC
- le taux de TVA et le montant de la TVA
- le numéro de compte bancaire conforme au RIB produit par le titulaire

**Les factures devront être impérativement déposées sur le portail CHORUS PRO que l'Etat met à disposition de ses fournisseurs, accessible à partir du lien Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) avec les codes suivants :**

- Identifiant « service » de l'ANCT : 13002603200016
- le code service « SFACT » (service facturier de l'ANCT)

Ce portail permet au titulaire de réduire les coûts et les délais de traitement, de sécuriser les échanges et d'œuvrer pour le développement durable. Ce service est entièrement gratuit.

Pour mémoire, l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 impose une obligation de facturation électronique pour les émetteurs de factures à compter du :

- 1<sup>er</sup> janvier 2020 : pour les microentreprises.

Les factures ne devront être transmises qu'après validation des prestations par l'ANCT. Aucun paiement ne pourra s'effectuer si les prestations ne sont pas conformes et les factures seront rejetées par le service facturier et renvoyées au fournisseur.

Le mode de paiement est effectué exclusivement par virement sur le compte bancaire ou postal correspondant au RIB ou RIP fourni par le titulaire.

Les factures ne devront être transmises qu'après validation des prestations par l'ANCT. Aucun paiement ne pourra s'effectuer si les prestations ne sont pas conformes et les factures seront rejetées par le service facturier et renvoyées au fournisseur.

Le mode de paiement est effectué exclusivement par virement sur le compte bancaire ou postal correspondant au RIB ou RIP fourni par le titulaire.

Les retards de paiement éventuels ne constituent pas une cause licite de suspension des obligations du titulaire. Tout refus d'exécution des prestations pour ce motif est susceptible d'entraîner la résiliation unilatérale, et sans indemnité, de l'accord cadre par la personne publique aux torts exclusifs du titulaire.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Le délai global de paiement des factures ne peut excéder 30 jours. En cas de retard de paiement, en application du décret 2013-269 au 29 mars 2013), le créancier a droit, sans qu'il ait en faire la demande, au versement d'intérêts moratoires dont le taux est celui du taux de refinancement de la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de huit points et à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 €.

## **ARTICLE 15 DOCUMENTS A PRODUIRE PENDANT L'EXECUTION DU MARCHE**

### ***15.1 Documents fiscaux et sociaux***

Tous les documents administratifs listés au présent article sont à déposer obligatoirement sur la plateforme **E-Attestations**. Aucun document ne sera pris en compte sous format papier.

Le titulaire devra produire, **tous les 6 mois, à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution** de celui-ci, les documents suivants :

 **Dans tous les cas :**

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de 6 mois (article D 8222-5-1°-a du code du travail).
- Une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (article D 8222-5-1°-b du code du travail).



**Dans le cas** où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D 8222-5-2° du code du travail) :

- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois.
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.



**Dans le cas** où il n'est pas tenu de s'immatriculer au RCS ou au RM et n'est pas en mesure de produire un extrait K ou K-bis ou une carte d'identification justifiant de son inscription au RM, le candidat individuel ou le membre du groupement doit produire le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (article D 8222 -5-1°-b du code du travail).



**Le candidat, qui est établi ou domicilié dans un État étranger** (membre ou non de l'Union européenne) et qui intervient en France, se conformera aux dispositions de la rubrique G du formulaire NOTI1 concernant les documents et attestations à fournir obligatoirement.

Des pénalités pourront être appliquées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail. Le montant de ces pénalités est fixé à 200 euros par jour calendaire de retard, sans pouvoir excéder à la fois 10 % du montant du marché et 75.000,00 euros.

Les modalités d'application des pénalités sont définies conformément aux dispositions de l'article L.8222-6 du code du travail :

Lorsque l'ANCT est informé par les services compétents en matière de lutte contre le travail dissimulé du non-respect par le Titulaire des obligations prévues aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, ces manquements donneront lieu à une mise en demeure de faire cesser cette situation.

Le Titulaire mis en demeure devra apporter à l'ANCT la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle dans le délai fixé à l'article L.8222-6 du code du travail.

A défaut de correction des irrégularités signalées, l'ANCT en informera l'agent auteur du signalement et pourra appliquer des pénalités ou résilier le marché sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

Le montant des pénalités applicables est, au plus, égal à 10 % du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

## **15.2 Liste nominative des salariés étrangers**

La liste nominative des salariés étrangers est à déposer obligatoirement sur la plateforme **E-Attestations**. Aucun document ne sera pris en compte sous format papier.

Le titulaire, conformément aux articles D. 8254-1 à 6 du Code du travail, devra produire, tous les 6 mois, à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précisera pour chaque salarié :

- 1° Sa date d'embauche ;
- 2° Sa nationalité ;
- 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas d'inexactitude ou de non production de cette liste, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire."

### **15.3 Modifications dans la structure du titulaire**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'ANCT les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiements ;

Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

En cas de non communication des modifications, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire.

### **15.4 Assurance**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, avant la signature du marché, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Toutes les attestations d'assurance attendues des titulaires et de leurs sous-traitants sont à déposer obligatoirement sur la plateforme **E-Attestations**. Aucun document ne sera pris en compte sous format papier.

Le titulaire doit renouveler la production de ces documents dès l'échéance de validité des documents précédemment transmis, sur la plateforme dématérialisée E-Attestations.

### **15.5 Déclaration de sous-traitance**

Conformément à la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de leurs conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'intégralité des prestations qui lui sont confiées. Il reste entièrement responsable de l'exécution du marché et de la coordination de ses sous-traitants.

#### **Modalités de déclaration de sous-traitance :**

En cas de sous-traitance, le titulaire utilise le formulaire DC4 disponible sur le site du ministère de l'économie, des finances et de l'emploi, à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

Le formulaire DC4 dûment complété doit être accompagné, au minimum, des documents suivants :

- D'un RIB lorsqu'il y a paiement direct;
- du ou des pouvoirs des signataires;
- lorsque l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
  - un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis),
  - une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers,
  - un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente,
  - un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.
- d'une présentation des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant :
  - déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet de la sous-traitance, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
  - déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
  - déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation des prestations faisant l'objet de la sous-traitance.

## **ARTICLE 16        RESILIATION**

### ***16.1 Dispositions générales***

Conformément aux dispositions du chapitre 8 du C.C.A.G. - TIC. les différents cas de résiliation s'appliquant au présent marché sont les suivants:

- résiliation pour événements extérieurs au marché (décès, liquidation judiciaire, etc.),
- résiliation pour événements liés au marché (difficultés techniques particulières, force majeure),
- résiliation pour faute du titulaire
- résiliation pour motif d'intérêt général.

### ***16.2 Exécution aux frais et risque du titulaire***

L'ANCT peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire. Dans ce cas, la décision de résiliation mentionnera expressément le recours à cette disposition.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles et pénales qui pourraient être intentées par L'ANCT à l'encontre du titulaire du présent marché, en raison de ses fautes.

## **ARTICLE 17        INTERPRETATION / DROIT APPLICABLE**

En cas de difficultés d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses, et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistantes.

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée. Dans tous les cas, le droit applicable est le droit français.

## **ARTICLE 18        LANGUE APPLICABLE AU MARCHÉ**

- Si le Titulaire est de nationalité française :

Les pièces constitutives du marché sont rédigées en français.

Durant l'exécution du marché, tous les services fournis, les documents remis et les livrables associés aux prestations seront rédigés en langue française.

- Si le Titulaire est de nationalité étrangère :

Les pièces constitutives du marché doivent comporter un exemplaire en langue française ; seul cet exemplaire fait foi entre les parties signataires.

Durant l'exécution du marché, la langue française sera imposée pour la rédaction de la version définitive des livrables associés aux prestations du Titulaire.

## **ARTICLE 19 TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE**

Conformément à l'article R 312-11 du Code de Justice Administrative, les parties conviennent de saisir le Tribunal Administratif de Paris, dans le ressort duquel est domicilié l'ANCT.

## **ARTICLE 20 DEROGATIONS AU CCAG**

<b>Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations</b>	<b>Articles du CCAG TIC auxquels il est dérogé</b>
2	4.1
4.3	3.7.2
6.1	14,2, 33.2 et 34.4
8	43 à 46
13.1	14
13.3	14.2.6
13.4	14